https://acdn.net/spip/spip.php?article172



Utilisation de munitions à "Uranium Appauvri" en Irak

La France doit faire cesser ce crime contre l'humanité

- Accueil - Correspondance - France - Présidence de la République -

Date de mise en ligne : dimanche 6 avril 2003

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Saintes, le 6 avril 2003

Monsieur le Président,

La Croix Rouge horrifiée par le nombre de victimes civiles au sud de Bagdad, à Nasiriyah (secteur américain). Des dizaines de corps de femmes et d'enfants totalement démembrés. Des centaines de blessés graves. L'hôpital de Hilla submergé... Tel est, en bref, ce nouveau "détail de l'histoire" dont les représentants sur place de la Croix Rouge internationale se déclarent horrifiés.

Un autre "détail" de la guerre en cours constitue une catastrophe pour les millénaires à venir : l'emploi réitéré en Irak d'armes à "uranium appauvri".

Défendant les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, la France doit exiger la cessation immédiate de tous les crimes commis en Irak au nom de la "démocratie".

La France -pas plus que les autres "Etats démocratiques"- n'avait su dénoncer en son temps le CRIME CONTRE HUMANITE commis par Saddam Hussein, son "allié" de l'époque, à Halabja : 5000 kurdes d'Irak gazés à l'aide de Mirage F1. Elle avait pris ensuite l'initiative de la Conférence de Paris sur l'interdiction totale des armes chimiques. Trop tard pour dissuader Bagdad de défier à nouveau le droit international, tant en agressant le Koweït (après l'Iran) qu'en poursuivant ses programmes d'armes de destruction massive, ce qui depuis nous a valu deux "guerres du Golfe". La leçon s'impose : c'est sitôt qu'on en prend connaissance que l'on doit dénoncer les crimes collectifs, fussent-ils commis par des "alliés" (ou par ses propres troupes). Le "réalisme" politique et diplomatique ne saurait se confondre avec le cynisme des puissances, grandes ou petites.

Aujourd'hui, la France doit porter devant l'ONU et les autres instances internationales, ou pour le moins exprimer publiquement sa "très vive préoccupation" devant le CRIME DE GUERRE commis à Nasiriyah, crime qui n'est pas sans rappeler le massacre d'Oradour-sur-Glane. Sans s'embarrasser de considérations "stratégiques" ou "tactiques", les militaires britanniques ont déjà dénoncé les méthodes brutales et les victimes indiscriminées de leurs alliés américains qu'ils ont pu observer dans le sud de l'Irak. Peut-on faire moins ?

Dans la "guerre de libération" qu'ils prétendent mener, les Etats-Unis ne peuvent se comporter comme l'ont fait les dictateurs d'hier ou d'aujourd'hui, sous peine de devenir des alliés infréquentables, et d'inciter les terroristes à commettre des attentats de masse auprès desquels ceux du 11 septembre 2001 pourront sembler un modeste "coup d'essai".

A plus forte raison, la France doit user de tous les moyens dont elle dispose pour faire cesser le CRIME CONTRE L'HUMANITE qui se déroule sous nos yeux : l'utilisation de munitions à "Uranium Appauvri" par les troupes de la coalition anglo-australo-américaine, utilisation avérée au moins à Bassora et hautement probable sur d'autres champs de bataille irakiens. Les divers composants de l'uranium appauvri ont déjà provoqué depuis la (première) "guerre du Golfe" une catastrophe humanitaire systématiquement sous-estimée ou niée par les dirigeants des puissances concernées (France comprise, puisque les militaires français victimes du "syndrome du Golfe" se voient dénier tout droit, de même d'ailleurs que les victimes des essais nucléaires français). **Les milliards de particules radioactives ainsi émises vont transformer l'Irak en une terre inhabitable pour l'éternité, et retomber sur tout l'hémisphère Nord où elles accroîtront, avec la radioactivité ambiante, les "statistiques" anonymes des cancers. A quoi sert-il de lancer une "campagne nationale contre le cancer" si l'on n'intervient pas à temps pour prévenir l'expansion de l'une de ses principales causes ?**

Copyright © www.acdn.net

Enfin, la France doit annoncer qu'elle entend tenir l'engagement pris le 19 mai 2000 par les 5 Etats nucléaires parties au TNP d'éliminer toutes leurs armes nucléaires, armes dont l'emploi constituerait un autre crime contre l'humanité.

Monsieur le Président, vous êtes humaniste, au nom de la France vous devez réagir.

[-] Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

Jean-Marie Matagne, président

Copie au Premier ministre

Le texte de cette lettre a été publié dans l'hebdomadaire « Haute Saintonge » du 18 avril 2003.

Copyright © www.acdn.net